

INTERNATIONAL

Hors de Kanaky,
l'État colonial français !

page 4

DOSSIER

Le capitalisme, c'est la guerre :
nos vies valent plus que leurs profits !

page 6

VIE DU PARTI

La jeunesse pour un monde
sans frontières ni patrons !

page 10

RÉVOLUTIONNAIRES

15 • 30 MAI 2024 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

LE 9 JUIN

VOTEZ

RÉVOLUTIONNAIRES

VOTEZ

SELMA LABIB

& GAËL QUIRANTE

POUR UN MONDE
SANS FRONTIÈRES
NI PATRONS :
URGENCE
RÉVOLUTION !



ÉDITORIAL

**Après le
bombardement
d'un camp de
réfugiés à Rafah,
État d'Israël assassin,
Macron complice !**

Macron est « indigné », la Maison-Blanche est « bouleversée ». Leur chien de guerre Netanyahu a reconnu une « erreur tragique ». Dès le lendemain, les bombardements ont repris sur Rafah. L'hypocrisie de ces criminels de guerre n'a d'égale que l'effroi et la révolte ressentis par les millions de travailleurs qui ont vu les vidéos de Rafah. Les États-Unis sont les principaux fournisseurs d'armes à Israël. La France fait sa part aussi. Une forme de solidarité naturelle entre deux États colonialistes. Ça ne peut plus durer : de Gaza à Nouméa, il est fini le temps des colonies !

76 ANS DE MASSACRES, DE COLONISATION ET D'APARTHEID

Dimanche 26 mai, au moins 45 Palestiniens ont été tués par un bombardement dans leur sommeil. Ces familles avaient rejoint ce que l'armée israélienne avait désigné comme une « zone humanitaire », un camp de réfugiés. Dans un premier temps, l'armée israélienne a menti en prétendant que ces frappes ciblaient un quartier général du Hamas.

Mais qui peut croire que les 36 000 Palestiniens tués par des frappes israéliennes depuis le 7 octobre étaient des combattants du Hamas ? Comment ne pas voir, après sept mois d'opérations militaires, qu'il s'agit d'un

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

YOUTUBE : [@npa.revolutionnaires](https://www.youtube.com/@npa.revolutionnaires)

INSTAGRAM : [@npa.revo](https://www.instagram.com/npa.revo) et [@npajeunes.revolutionnaires](https://www.instagram.com/npajeunes.revolutionnaires)

Éditorial :
Après le bombardement d'un camp de réfugiés à Rafah, État d'Israël assassin, Macron complice !

Attal s'attaque aux chômeurs et fait la guerre à tous les travailleurs

Des mégabassines pour irriguer les fruits et légumes... ou les profits ?

Le 9 juin voter et faire voter pour la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! »

L'été 2023, le plus chaud des 2 000 dernières années : c'est au capitalisme qu'il faut mettre le feu !

HORS DE KANAKY, L'ÉTAT COLONIAL FRANÇAIS

La mise en place de l'ordre colonial contre les Kanak

Malgré les « accords », le maintien du fait colonial

Tandis qu'une mince couche du peuple kanak s'est enrichie, la majorité vit dans une pauvreté accrue

Kanaky : une colonie française parmi d'autres

Qui sont les indépendantistes ?

L'État français doit dégager de la Kanaky

LE CAPITALISME, C'EST LA GUERRE : NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS

Canons à vendre

L'impérialisme français a-t-il les moyens de ses ambitions ?

SNU : refus de la jeunesse, affirmatif !

Crosse en l'air et rompons les rangs !

PREMIÈRES LIGNES

MA France Aulnay : la solidarité ouvrière contre la fermeture

« À travail égal, salaire égal, c'est simple » : à la RATP, les jeunes embauchés continuent le combat pour l'égalité salariale

Quand Rougier & Plé veut gommer le droit de grève

Ras-le-bol et grève dans les bibliothèques parisiennes

Grève à Biogroup Lorraine : la lutte pour les salaires continue

SNCF : une journée de grève réussie en Île-de-France

En Europe et ailleurs, mêmes patrons, même combat

VIE DU PARTI

La jeunesse pour un monde sans frontières ni patrons !

Le NPA-Révolutionnaires en campagne : agenda (réunions publiques, meetings...)

CULTURE

IL EST FINI LE TEMPS DES COLONIES : QUELQUES OUVRAGES SUR LES COLONIES FRANÇAISES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

NPA JEUNES

Pour un monde sans frontières ni patrons : weekend de formation du NPA Jeunes Révolutionnaires

Les jeunes révolutionnaires sont aussi en campagne pour les Européennes : rejoignez-nous !

PHOTO DE GROUPE DE NOS CANDIDATS >>>
« POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI PATRONS », UNE LISTE DE TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES COMBATIFS !



>>> SUITE DE L'ÉDITORIAL

nettoyage ethnique du peuple palestinien, prélude à une nouvelle phase de la colonisation ?

Les Palestiniens de Gaza sont pour la plupart des réfugiés, ou des enfants de réfugiés, soumis au blocus. Ils ont été contraints de s'entasser dans ce petit territoire à mesure que l'État d'Israël détruisait leurs villages et volait leur terre. Tout le nord a été pillonné par les bombes depuis le 7 octobre, la population a été envoyée par l'armée israélienne pour « s'abriter » dans ce petit bout surpeuplé du sud de l'enclave... que l'armée israélienne bombarde désormais !

L'IMPUISSANCE DU DROIT INTERNATIONAL

La Cour internationale de justice a alerté sur le risque de génocide et ordonné l'arrêt de l'offensive contre Rafah. Le procureur de la Cour pénale internationale a demandé que des mandats d'arrêt soient émis contre Netanyahu et son ministre de la Défense. L'ONU appelle à un cessez-le-feu. Trois pays européens, l'Irlande, la Norvège et l'Espagne, ont reconnu l'État de Palestine. Mais le génocide continue.

Ce n'est pas le droit international qui gouverne le sort des peuples, mais la loi du plus fort dans la concurrence capitaliste. L'État d'Israël est un des sous-traitants de la domination occidentale dans la région stratégique du Moyen-Orient, aux côtés de la dictature égyptienne et de la monarchie saoudienne. Il bénéficiera toujours du soutien inconditionnel des puissances occidentales, y compris pour ses pires exactions. Face à ces intérêts capitalistes, les résolutions de l'ONU ne pèsent pas plus lourd que le papier sur lesquelles elles sont imprimées.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS : SOLIDARITÉ AVEC LES PALESTINIENS

Il n'y a pas d'issue en comptant sur les institutions. Mais il n'y a pas de fatalité. Si l'indignation qu'ont ressentie les jeunes et les travailleurs du monde entier après les frappes sur Rafah se transforme en révolte et en mobilisation, il deviendra possible d'empêcher les grands groupes capitalistes et les États à leur service de continuer à soutenir les massacres de l'État d'Israël. Lundi 27 mai au soir, des manifestations spontanées ont éclaté dans de nombreuses villes du monde. Plus de 10 000 personnes, principalement des jeunes de milieu populaire, se sont réunies à Paris malgré l'interdiction de manifester, et des dizaines de milliers dans d'autres villes de France. Oui, la jeunesse peut bousculer les grandes puissances, en se montrant en nombre dans la rue. Et les travailleurs ont les moyens, par leurs grèves, d'empêcher les envois d'armes, le commerce avec l'État d'Israël, et le monde capitaliste de continuer son « business as usual » pendant le génocide.

Les capitalistes ont les milliards, mais nous sommes des millions : urgence révolution !

• 27/05/2024

Attal s'attaque aux chômeurs... et fait la guerre à tous les travailleurs

« Il faut qu'on travaille davantage » a déclaré le Premier ministre, Gabriel Attal, en présentant sa nouvelle réforme anti-chômeurs. Quel culot et quel cynisme !

À partir du 1^{er} décembre, il faudra avoir travaillé 8 mois sur les 20 derniers pour toucher une allocation, contre 6 mois sur 24 précédemment. Le gouvernement prévoit également de faire baisser la durée maximale d'indemnisation de 18 mois aujourd'hui à 15 mois. Et cette durée d'indemnisation pourrait se voir encore réduite, si le taux de chômage officiel diminue ! Les plus grands perdants seront les personnes qui enchaînent des contrats courts, les travailleuses et travailleurs saisonniers, en CDD ou en intérim. Autrement dit, les plus jeunes et les plus précaires, sans oublier les seniors qui verront leur entrée dans le dispositif d'indemnisation prolongée repoussée de 55 à 57 ans. Cette nouvelle réforme contre les chômeurs, après celles de 2018, 2022 et 2023, devrait générer des économies de près de quatre milliards d'euros, rendus disponibles pour arroser le patronat. Et combien de jeunes réduits aux squats et à la galère, d'anciens poussés à la misère ? Combien d'expulsés de leur logement et de nouveaux SDF ?

Et bonjour les saletés servies par les Attal et Bayrou, sur le confort dans lequel se complairaient celles et ceux qui vivent d'allocations de chômage, et qu'il faudrait pousser à travailler ! Cette énième attaque est une déclaration de guerre à tous les travailleurs et travailleuses : il s'agit de contraindre le maximum à travailler dans des conditions dégradées et avec des salaires de misère... et donc à réduire les revenus de tous et toutes. À l'heure où les licenciements repartent à la hausse - la CGT recense 130 plans de licenciements et de suppressions de postes depuis septembre 2023, menaçant plus de 60 000 emplois - il est urgent d'engager une lutte d'ensemble contre le chômage.

Interdiction des licenciements et partage du travail entre tous et toutes !

PAR MICHEL GRANDRY • 28/05/2024

DES MÉGABASSINES : POUR IRRIGUER LES FRUITS ET LÉGUMES... OU LES PROFITS ?

L'approvisionnement en eau potable devient un problème en France, comme dans beaucoup d'autres régions du monde. Le 22 mai, le WWF¹ constatait un effondrement de la qualité des petits cours d'eau dans le milieu rural depuis 70 ans. Sans oublier les pollutions industrielles des eaux souterraines.

Les deux giga-bassines contre lesquelles nous avons manifesté à plus de 6 000 le 11 mai 2024 dans le Puy-de-Dôme accapareront l'eau pour 36 exploitations (sur les 5 700 du département) qui sont en contrat avec Limagrain, quatrième semencier mondial. Irrigation qui ne bénéficiera qu'à une agriculture industrielle avec ses « filières d'export de maïs hybride ».

Limagne, c'est en pompant l'eau de l'Allier (zone qui doit assurer l'alimentation en eau potable de plus de 200 000 habitants). Ce territoire avait maintenu des zones humides avec, entre autres, des systèmes de polyculture-élevage. Dans les années 1960, le « plan Limagne » a remembré et drainé systématiquement tout le territoire qui souffre désormais régulièrement de sécheresse.

Ce n'est pas une fatalité ! Se battre contre l'accaparement ou la pollution de l'eau est indispensable pour trouver des formes de gestion des territoires qui protègent la vie, la terre et l'eau contre la prédation des firmes capitalistes.

PAR ÉLISE MOUTIERS • 28/05/2024



>>> LIRE L'ARTICLE COMPLET SUR NOTRE SITE :

npa-revolutionnaires.org/de-leau-pour-tous



DE L'EAU POUR TOUS !

Les mégabassines comme celle de Sainte-Soline (Deux-Sèvres) sont remplies en pompant dans les nappes phréatiques. Dans le Puy-de-Dôme, en

Prochain rendez-vous : 16-21 juillet 2024 Poitou
>> mobilisation internationale - stop méga-bassines

1. En anglais : World Wide Fund for Nature (Fonds mondial pour la nature).

Le 9 juin : voter et faire voter pour la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! »

Conduite par Selma Labib et Gaël Quirante

Nous militons pour un monde sans guerres, sans exploitation ni misère, sans oppressions, sans destruction de la nature, bref un monde communiste. Nous pensons que les élections ne changeront pas le monde : alors, pourquoi voter pour notre liste ? En quoi est-ce utile et important ?

VOTER POUR DES RÉVOLUTIONNAIRES, PLUTÔT QUE S'ABSTENIR

Macron et d'autres s'inquiètent du taux possible d'abstention à ces prochaines Européennes. S'il est autour de 50 % cette fois encore, cela veut dire que les scores réels seront la moitié de ce que disent les sondages : 30 % de 50 % ça ne fait plus que 15 % pour le RN et 8 % pour Macron !

Le RN prétend représenter un vote « ouvrier » ? Mais ce sont les quartiers populaires qui boude les élections, des abstentionnistes, amis et collègues qui en ont ras-le-bol de voter pour des partis qui ont toujours gouverné contre eux... et qui encaissent encore moins l'extrême droite raciste. Plutôt que de se taire, mieux vaut le dire en votant pour nous. Car l'abstention, muette, ne dit rien des raisons de la colère.

VOTER POUR DES RÉVOLUTIONNAIRES, PLUTÔT QUE VOTER À GAUCHE

Il y a aussi celles et ceux, autour de nous, qui saluent notre campagne mais penchent pour le Parti socialiste, la France insoumise ou le Parti communiste français. Pour faire barrage à l'extrême droite, nous disent-ils. Mais c'est sous Mitterrand que l'extrême droite a décollé ! Et continué à grossir sous Jospin ou Hollande ! On ne compte plus les désillusions dans le monde, quand des gouvernements de gauche ont gouverné : de la Grèce de Tsipras au Chili de Boric, en passant par le Brésil de Lula. Et si le vote utile pour faire barrage avait un sens, à gauche, c'est Glucksmann qui serait le mieux placé, lui qui est le plus près dans les sondages

de Macron et du RN. Mais drôle de gauche que celle de ces socialistes qui soutiennent l'État d'Israël dirigé par un gouvernement d'extrême droite contre les Palestiniens, qui soutiennent la France dans son droit à maintenir des colonies à l'autre bout du monde, et dont les députés se contentent de s'abstenir sur le budget militaire au détriment des budgets sociaux.

VOTER POUR LE PCF ?

« Les travailleurs n'ont pas de patrie », avait fièrement proclamé Karl Marx. Léon Deffontaines, lui, jure qu'il défend mordicus les frontières nationales. Le 12 novembre dernier, Fabien Roussel participait avec la droite et l'extrême droite à une marche appelée par Macron en soutien au massacreur Netanyahu - sous prétexte de lutte contre l'antisémitisme ! Dans les entreprises, où nous menons des luttes aux côtés des militants du PCF, nous ne partageons pourtant pas la défense d'un « produire français ». Ça veut dire quoi pour ceux qui travaillent pour des entreprises étrangères ? Ça garantit en quoi nos salaires et nos conditions de travail ? Et que dit-on aux travailleurs des pays où sont installées des usines françaises ? Qu'ils doivent pointer au chômage parce qu'il faudrait « relocaliser » les entreprises « françaises » ? Où en sont le communisme et l'internationalisme au PCF ?

VOTER POUR LFI ?

Certains autour de nous se rappellent qu'au premier tour de la Présidentielle de 2022, Mélenchon avait failli rafler la deu-

xième place à Marine Le Pen. Un rapport de force électoral qui avait donné à LFI quelque autorité pour rassembler derrière elle une nouvelle union de la gauche pour les législatives, la Nupes. Résultat un fourre-tout éphémère entre LFI, PC, PS et Verts, dont chacun a repris ses billes dès le lendemain et fait aujourd'hui de ces Européennes un genre de primaires pour la Présidentielle de 2027. Mais pour nos salaires, nos indemnités de chômage, nos emplois, d'ici là, on fait quoi ? On rêve pour 2027 d'une victoire de la gauche qui nous referait le coup de Mitterrand en 1981, de Hollande en 2012... qui a mis Macron en orbite et lui a passé le relais ? Un petit monde qui toujours s'est couché devant le mur de l'argent.

Dans des luttes sociales et politiques, nous nous retrouvons bien souvent aux côtés de militants de LFI. Et nous apprécions l'aide de leurs députés qui viennent à la rescousse de camarades inquiétés par la police ou la justice. Mais, désolés, ce n'est pas pour autant que nous allons faire croire comme leurs dirigeants qu'il est possible de réformer la police, ou défendre un nationalisme protectionniste ou l'idée qu'un simple changement de Constitution arracherait à la bourgeoisie les leviers de commande. Le slogan de LFI, c'est : « *Donnez-nous la force de tout changer.* » Nous pensons exactement le contraire : ce sont les travailleurs et eux seuls qui peuvent tout changer et notre rôle de révolutionnaires est de tout faire pour que cela devienne possible.

TRAVAILLEURS, SAUVONS-NOUS NOUS-MÊMES !

Un bulletin de vote ne va pas changer nos vies. Mais un bulletin de vote « révolutionnaire » peut affirmer comment faire que nos vies changent : par nos luttes et notre organisation, travailleurs et opprimés

de tous les pays !

L'histoire est celle des luttes de classe et, plus que jamais aujourd'hui, entre bourgeoisie et prolétariat à l'échelle mondiale. Mais des bancs du Parlement européen qu'on va élire, les travailleurs sont complètement exclus. De par la loi (pas de proportionnelle intégrale), de par des règlements injustes (3 minutes de clip officiel pour nous, une heure pour le RN et 55 minutes pour les macronistes), de par la loi du fric (des campagnes électorales au coût exorbitant).

VOTEZ RÉVOLUTIONNAIRES, VOTEZ POUR LA LISTE CONDUITE PAR SELMA LABIB ET GAËL QUIRANTE

À ces élections européennes, nous regrettons que notre proposition de constituer un pôle des révolutionnaires n'ait pas été retenue par Lutte ouvrière et le Parti des travailleurs qui présentent leurs propres listes.

Mais il faudra que ce pôle se constitue, car ces derniers et nous-mêmes ne sommes pas obnubilés par les élections comme ces partis de gauche qui ne conçoivent la lutte sociale et politique que comme un simple coup de pouce à leurs interventions dans les parlements. C'est ce qu'ils appellent un « débouché politique ». Nos candidats affirment au contraire que les travailleurs qui font tout tourner dans la société doivent aussi décider de tout, prendre tout le pouvoir sans en laisser le moindre reste aux bourgeois. Non aux « débouchés politiques » bourgeois qui enterrent les luttes. Oui aux luttes qui enterrent définitivement tous les débouchés politiques de la bourgeoisie ! Travailleurs, votons-nous la confiance à nous-mêmes et à nos luttes, votons pour la liste conduite par Selma Labib et Gaël Quirante !

• 28/05/2024

L'ÉTÉ 2023, LE PLUS CHAUD DES 2 000 DERNIÈRES ANNÉES : C'EST AU CAPITALISME QU'IL FAUT METTRE LE FEU !

Une étude publiée dans la revue *Nature*¹ le 14 mai vient de démontrer que l'été 2023 est le plus chaud depuis 2 000 ans. Mais l'année 2024 risque bien de battre tous les records, tant sur le terrain des dividendes que du dérèglement climatique. Aux inégalités économiques se conjuguent les inégalités face aux conséquences du dérèglement climatique.

Pour les peuples victimes de la prédation impérialiste, c'est la double peine. Par exemple, l'Asie du Sud-Est est en ce moment frappée par des vagues de fortes chaleurs, dépassant les 40 °C sur un tiers de la Thaïlande (avec un pic à 52 °C à Bangkok !), allant jusqu'à perturber la participation aux élections en Inde.

Mais le dérèglement climatique, ce ne sont pas seulement des augmentations de température : l'Afghanistan est par exemple victime de nombreuses crues et inondations meurtrières depuis mi-avril. C'est le sixième pays le plus vulnérable

au dérèglement climatique, après plusieurs années de guerre civile et d'occupation militaire sous la houlette des États-Unis, premier pollueur mondial.

Les puissances impérialistes ne se contentent pas d'aggraver la crise climatique par boulimie de profits : elles en profitent pour avancer leurs pions sur le terrain économique et politique. C'est ainsi qu'elles sont de plus en plus nombreuses à chercher à établir de nouvelles routes commerciales ou de nouvelles plateformes d'exploitation gazière² dans l'Arctique, en profitant des fontes des glaces.

LES MAÎTRES-CHANTEURS DU CLIMAT

La crise écologique rapporte, tant sur le terrain financier que diplomatique. En novembre 2023, l'Australie a proposé à l'État des Tuvalu un accord, historique dans le cynisme : « *Nous offrons l'asile climatique à votre population, en échange d'un droit de regard sur vos relations diplomatiques avec d'autres nations.* » En effet, l'Australie accepte d'accueil-

lir les habitants des Tuvalu sur son territoire à condition d'obtenir un droit de regard sur les pactes de sécurité que ceux-ci envisageraient de signer avec d'autres pays. Soumettez-vous à nous, les pollueurs, si vous ne voulez pas finir submergés par les eaux !

Les capitalistes ne sont pas seulement incapables de sauver nos conditions de vie sur la planète, ils ne le souhaitent même pas !

PAR STEFANO INO • 18/05/2024

1. nature.com/articles/s41586-024-07512-y

2. totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués/russie-lancement-du-projet-majeur-arctique-Ing-2



Hors de Kanaky, l'État colonial français !

Après avoir mis la Nouvelle-Calédonie à feu et à sang, Macron voudrait que tout rentre dans l'ordre. Mais qui a lancé le projet de loi constitutionnelle élargissant le corps électoral afin de rendre les Kanak encore plus minoritaires sur leurs propres terres ? Qui a imposé la tenue du troisième référendum sur l'indépendance en pleine crise sanitaire, alors qu'il savait que les indépendantistes kanak boycotteraient le scrutin ? Toujours dans la provocation, et le ridicule, Macron est même allé jusqu'à proposer un référendum en France métropolitaine sur le champ électoral en Nouvelle-Calédonie... Avant de rétro-pédaler après avoir constaté que son propre camp n'en revenait pas qu'il ait osé aller jusque-là...

DÉPLOIEMENT DE LA GENDARMERIE. | KANAKY, MAI 2024 | CAPTURE D'ÉCRAN DE NC LA PREMIÈRE



L'État français se prétend « impartial », arbitre en quelque sorte entre les indépendantistes kanak d'une part et les colons de l'autre, menaçant d'« arbitrer » lui-même s'ils ne se « mettent pas d'accord ». Quelle mauvaise blague ! Macron avait nommé secrétaire d'État, dans le gouvernement Borne, Sonia Backès, la présidente de la province Sud de Nouvelle-Calédonie, farouchement anti-indépendantiste. Et, pour le cas où les choses ne seraient pas claires, le rapporteur du projet de loi qui a mis le feu aux poudres était le député de Nouvelle-Calédonie, farouchement anti-indépendantiste lui aussi, Nicolas Metzdorf. La réalité, c'est que l'État colonial français s'accroche à ce « Caillou » du Pacifique, riche en nickel et assurant à la France une présence stratégique dans cette partie du monde. Macron avait l'intention d'en finir avec toute idée de décolonisation de l'archipel.

La Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), qui réunit les principales composantes du mouvement indépendantiste, syndicat ouvrier compris (USTKE), a réclamé le retrait du projet, organisant des manifestations monstre. Bien sûr, dans une lutte, des compromis sont souvent nécessaires. Mais aucun dialogue ne comblera le fossé abyssal qui sépare les Kanak, les travailleurs océaniques ou vietnamiens d'un côté, des riches colons de l'autre. Et il ne s'agit pas, comme le réclame la gauche, de simplement repousser la loi dans le temps.

Le projet de loi doit purement et simplement être mis à la poubelle. Les flics dépêchés dans l'archipel par Macron doivent être immédiatement rapatriés. L'État français n'a rien à faire à 17 000 kilomètres de l'Hexagone. Les Kanak et les jeunes en révolte doivent avoir tout le soutien des travailleurs d'ici, en métropole !

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER • 27/05/2024

LA MISE EN PLACE DE L'ORDRE COLONIAL CONTRE LES KANAK

Tout au long du XIX^e siècle, les grandes puissances ont étendu leur empire colonial partout sur la planète, dont le Pacifique. L'État français a cherché à faire de la Nouvelle-Calédonie, déclarée « possession française » en 1853, une « colonie de peuplement ». Des milliers de condamnés au bagne y furent transportés pour défricher, cultiver, construire des lignes de chemin de fer... Une fois leur peine purgée, ces bagnards furent obligés de rester sur place et reçurent un lopin de terre, pris sur celles des Kanak. Ce sont les ancêtres des « Caldoches » d'aujourd'hui.

Après 1871, ils ont été rejoints par une vague de condamnés politiques : plusieurs milliers de communards, mais aussi des Kabyles qui s'étaient révoltés contre la domination coloniale en Algérie, ont subi à leur tour l'enfer du bagne. Louise Michel, communarde et militante révolutionnaire, aura été l'une des rares à prendre fait et cause pour les Kanak.

Cette colonisation s'est faite dans une extrême violence contre la population kanak. Dépossédée de ses terres et soumise à un code de l'indigénat, elle a été parquée dans des réserves, quand elle n'a pas été purement et simplement exterminée : entre 1850 et 1901, la population kanak est ainsi passée de 50 000 à moins de 30 000 personnes.

Les Kanak ne se sont jamais résignés à l'occupation française, à l'image de la grande insurrection de 1878 derrière le chef Ataï. L'armée française y répondit par une répression terrible : des villages ont méthodiquement été détruits et de 1 000 à 1 500 Kanak ont été massacrés. La « tête d'Ataï », confisquée par la France, n'a été rendue aux Kanak... qu'en 2014 !

PAR BORIS LETO • 27/05/2024

Malgré les « accords » le maintien du fait colonial

En 1984, douchés par les retournements des socialistes au pouvoir à Paris, les indépendantistes conclurent à l'impossibilité de faire avancer l'indépendance via les institutions : le tout nouvellement créé Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) appela à boycotter les élections à l'Assemblée territoriale pour protester contre la négation de leur droit à l'autodétermination. Des affrontements violents opposèrent alors Kanak et Caldoches, appuyés par les forces coloniales de répression. Dans son livre paru en janvier 1988, *Le Dossier calédonien*, Jean-Paul Bessel raconte la brutalité de la répression coloniale¹.

Les affrontements culminèrent en 1988 sur l'île d'Ouvéa, entre les deux tours de l'élection présidentielle en France. Les indépendantistes attaquèrent le siège de la gendarmerie de Fayaoué. Dans l'attaque, quatre gendarmes furent tués, un autre grièvement blessé, de même

que trois indépendantistes. Un groupe d'indépendantistes se retrancha dans la grotte de Gosanah en emmenant quinze gendarmes en otage. Le gouvernement Mitterrand-Chirac décida de donner l'assaut qui eut lieu le 5 mai : 21 morts, dont 19 indépendantistes, plusieurs ayant été achevés après l'assaut alors qu'ils étaient blessés.

Deux mois plus tard, le gouvernement dirigé par Michel Rocard signait avec Jean-Marie Tjibaou, pour les indépendantistes, et Jacques Lafleur, pour le RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), les accords de Maignon, ratifiés par référendum en novembre à 80 %. Mais avec... 63 % d'absentéisme, signe que les compromis de l'accord ne faisaient pas l'unanimité parmi les populations kanak. Un an après la signature de ces accords, Jean-Marie Tjibaou était abattu par un Kanak qui estimait qu'il avait trahi.

En 1998, le Premier ministre Jospin signait les accords de Nou-

méa avec le FLNKS et le RPCR. Ils prévoyaient ce qui était supposé être un processus de décolonisation sur vingt ans, ponctué par l'organisation de plusieurs référendums sur l'indépendance. Le premier eut lieu en 2018, le second en 2020. Le « non » à l'indépendance recula de 56,7 % à 53,3 %. Le troisième référendum était prévu en 2021. Avec la crise sanitaire, alors que les populations kanak étaient particulièrement touchées par la pandémie, les indépendantistes en réclamèrent le report du fait des usages kanak sur le deuil. Devant le refus de Macron, ils appelèrent au boycott... Dans ces conditions, le « non » à l'indépendance recueillit sans surprise 96,5 % des voix. Mais, pour Macron, l'affaire était réglée, l'indépendance renvoyée aux calendes grecques et le fait colonial confirmé... À ceci près que la réalité n'est pas déterminée par les coups de menton élyséens...

PAR J.-J.F. • 28/05/2024

1. Les éditions La Découverte en ont fait une réédition numérique en mai 2020.

TANDIS QU'UNE MINCE COUCHE DU PEUPLE KANAK S'EST ENRICHIE, LA MAJORITÉ VIT DANS UNE PAUVRETÉ ACCRUE



Depuis les accords Matignon de 1988, la situation du peuple kanak a connu une double évolution.

Une manne financière a été distribuée sur le territoire dans les trois provinces, dont deux (province Nord et province des îles), à majorité kanak, sont gérées par les indépendantistes. Le dispositif dit « 400 cadres » a permis la formation de jeunes Kanak en métropole, une université s'est développée à Nouméa...

Mais la réalité, pour une majorité de Kanak, est tout autre. L'exode rural ces trente dernières années a été massif. De nombreux jeunes et leur famille quittent les tribus pour chercher du travail à Nouméa. Les nouveaux quartiers à la périphérie de « Nouméa-la-blanche » poussent comme des champignons. Un nombre conséquent de foyers s'installent dans des baraquements précaires aux bords des routes.

Durant la même période, le mouvement indépendantiste s'est divisé, et s'est même affronté sur le terrain électoral pour la gestion des provinces et des ressources minières. Une certaine déconnexion s'opère progressivement entre les directions politiques, une « élite » sociale et politique, et le reste de la population kanak. La désillusion est grande parmi les militantes et militants indépendantistes qui ont connu les grandes révoltes des années 1980.

PAR MARC FOUILLOUX • 28/05/2024

POUR LES CAPITALISTES LES PROFITS, POUR LES KANAK LA POLLUTION ?

En Kanaky, la théorie du ruissellement de Macron, c'est le ruissellement des eaux usées acides provenant des usines de nickel dans l'océan. En 2014, 100 000 litres d'acide chlorhydrique ont été déversés au sud de l'île. L'entreprise coupable, Vale, n'a été condamnée qu'à 2 000 euros d'amende : pas de prison ferme pour ses patrons, contrairement aux jeunes qui s'étaient révoltés. Les travailleurs kanak, et tous ceux venant d'îles d'Océanie ou du Vietnam, doivent pouvoir décider eux-mêmes de la poursuite ou non de l'exploitation du nickel, comme des conditions de sa production.

PAR ELLA BAILLEUL

KANAKY : UNE COLONIE FRANÇAISE PARMI D'AUTRES

À travers ses départements et territoires d'Outre-mer, la France conserve précieusement les confettis restants de son ancien empire colonial. Le niveau de vie y est ainsi bien inférieur à celui de l'Hexagone.

À Mayotte, 77 % de la population vit sous le seuil de pauvreté nationale. Des dizaines de milliers de personnes vivent dans des bidonvilles où, faute d'accès à l'eau potable, le choléra se répand, avec plus d'une centaine de cas recensés actuellement. En Guyane, 53 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. La Martinique, département d'Outre-mer le moins pauvre, a quand même un taux de pauvreté de 27 %, le double de la métropole. En Guadeloupe, faute d'entretien, les habitants souffrent d'un manque d'accès à l'eau potable depuis une quinzaine d'années, dans une île pourtant surnommée « l'île aux belles eaux » !

Guadeloupe et Martinique font également face à la pollution au chlordécone. Plus de 90 % de la population des deux îles sont contaminés. Pour les plus grands profits des békés, ces descendants des propriétaires esclavagistes, qui possèdent encore l'essentiel de l'économie aux Antilles. Une situation révoltante, qui a provoqué de nombreuses luttes. En mai 1967, la répression de manifestations de grévistes en Guadeloupe a fait entre 80 et 200 morts. Plus récemment, le mouvement LKP de 2009 (collectif contre l'exploitation) a organisé une grève générale pendant plus d'un mois aux Antilles. D'importants mouvements ont aussi eu lieu en Guyane en 2017, à Mayotte et à la Réunion en 2018.

PAR LYDIE GRIMAL • 28/05/2024

Qui sont les indépendantistes ?

La revendication d'indépendance, portée par le FLNKS créé en 1984, s'est forgée au début des années 1970, notamment sous l'impulsion d'étudiants kanak ayant connu Mai 68 en France. Teintée de références au socialisme, elle porte en elle la restitution des terres, la reconnaissance et la sauvegarde d'une culture, d'un rapport à la nature, à la propriété, propres aux Kanak. Elle intègre la reconnaissance des « victimes de l'histoire » (les Caldoches).

Les accords de Matignon de 1988 ont ouvert une période d'intégration politique des organisations représentatives kanak (partis indépendantistes, associations, représentants coutumiers) dans les institutions coloniales. Les divergences au sein du mouvement indépendantiste portent à la fois sur le degré d'intégration, le rapport à l'activité économique, en particulier l'exploitation du nickel, et sur la notion de souveraineté. Indé-

pendance-association, autonomie, la revendication nationaliste peine à porter un projet de société pouvant répondre à une situation sociale dans laquelle le peuple kanak est la première victime d'un capitalisme colonial en roue libre.

Créée fin 2023, la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain), regroupe des partis membres du FLNKS, des syndicats dont l'USTKE et des partis hors FLNKS, dont le Parti travailliste (PT)¹. Elle a permis les énormes mobilisations de ces dernières semaines.

La présence d'organisations de travailleurs au sein du CCAT et leur rôle dans la mobilisation ouvre la possibilité pour les exploités de dépasser le combat contre la puissance coloniale et mettre en avant la lutte contre tous ceux qui les oppriment, c'est-à-dire les capitalistes.

PAR MARC FOUILLOUX • 26/05/2024

L'ÉTAT FRANÇAIS DOIT DÉGAGER DE LA KANAKY !

Nous soutenons pleinement la lutte de la population kanak contre cette réforme du « corps électoral » qui ne vise qu'à la rendre minoritaire sur ses propres terres. Il ne s'agit pas simplement de la repousser le temps que la colère se calme, mais de la mettre directement à la poubelle ! La droite se réjouit des appels de Macron au retour à l'« ordre ». Mais quel ordre ? Celui qui voit toutes les richesses accaparées par des colons européens vivant dans le luxe, tandis que l'immense majorité des Kanak vit dans la pauvreté ?

La gauche, elle, appelle au calme, au retour du « dialogue ». Un dialogue sous la menace des armes ? Des compromis peuvent évidemment se révéler nécessaires, mais aucun « dialogue » ne pourra combler le fossé entre les riches colons et la population kanak.

Bien sûr, personne ne peut se réjouir de saccages indiscriminés, comme celui

du Café Mouv, structure culturelle populaire du quartier Rivière Salée, dans laquelle l'expression de la culture kanak trouvait toute sa place. Mais cette jeunesse a raison de prendre la rue et de se battre pour son droit à l'autodétermination : que fait encore la France dans un archipel à 17 000 kilomètres de Paris ?

Nous devons exiger ici, dans l'Hexagone, la liberté pour les militantes et les militants indépendantistes arrêtés ou assignés à résidence. La loi modifiant le corps électoral doit être retirée, les flics envoyés pour briser la révolte kanak doivent immédiatement quitter la Nouvelle-Calédonie. C'est notre propre État qui réprime et opprime à l'autre bout du monde. Macron a mis la Kanaky à feu et à sang.

L'explosion sociale qui a déferlé sur la Nouvelle-Calédonie est politique. Le mouvement indépendantiste, grâce à la

CCAT, qui a réuni des partis du FLNKS, le Parti travailliste et le principal syndicat ouvrier, l'USTKE, a réussi à mobiliser 60 000 personnes le 13 avril dernier dans les rues de Nouméa.

Le mouvement qui est en train de se développer dans l'archipel aura la lourde charge d'offrir une perspective émancipatrice à tous les opprimés - les Kanak, mais aussi tous les travailleurs que les capitalistes ont fait venir d'Océanie ou du Vietnam -, de donner à la révolte un contenu qui puisse faire naître l'espoir d'une vie meilleure à l'ensemble des laissés-pour-compte de Kanaky. Une véritable émancipation des Kanak ne pourra pas être seulement nationale mais sera aussi sociale.

PAR MARC FOUILLOUX ET BORIS LETO • 26/05/2024

Le capitalisme, c'est la guerre : nos vies valent plus que leurs profits !

Plus un seul jour de paix depuis 1945 : toujours un conflit actif dans une région de la planète. Les grandes puissances, en premier lieu les États-Unis, mais aussi la France, ont une responsabilité écrasante.

La fin de la guerre froide, avec la chute de l'URSS en 1991, a entraîné une désescalade des tensions entre blocs armés du feu nucléaire. Mais, dès 1991, une coalition occidentale attaquait l'Irak. Durant la seconde moitié des années 1990, l'Otan, bras armé des USA et de leurs alliés européens, bombardait l'ex-Yougoslavie. Et à partir de 2001, au nom de la prétendue guerre contre le terrorisme, ce sont à nouveau l'Irak et l'Afghanistan qui ont subi les assauts des armées les plus puissantes du monde dans des opérations de pillage de cette région riche en pétrole. L'ordre capitaliste est un chaos pour les peuples.

Aujourd'hui, les guerres de concurrence pour se partager le gâteau des richesses deviennent plus intenses, augmentant le risque de voir le monde basculer dans un conflit généralisé. La tentative d'annexion de Poutine en Ukraine est la continuation de la guerre économique que se livrent le capitalisme russe et les puissances européennes et américaine sur les territoires de l'ex-URSS. De même la Chine, deuxième puissance capitaliste, menace d'envahir l'île de Taïwan dans le cadre de sa guerre économique avec les États-Unis. Du côté des impérialismes russe ou chinois, qui voudraient un repartage un peu plus en leur faveur, comme du côté des impérialismes occidentaux qui dominent le monde capitaliste et sont les principaux fauteurs de guerre, il n'y a aucune considération pour les peuples. Les seuls enjeux sont sonnants et

trébuchants : la défense des marchés et des ressources pour leurs grands groupes capitalistes, dans tous les secteurs, des hydrocarbures, du nucléaire, des céréales, et bien sûr, toujours, des armes.

Même lorsqu'elles sont rivales, les grandes puissances se mettent toujours d'accord pour imposer l'ordre social contre les peuples. Poutine a eu carte blanche de la part des occidentaux pour permettre au boucher Assad de se maintenir en Syrie contre sa population en révolte, pour écraser dans le sang la grève générale en Biélorussie en 2020 et la rébellion populaire au Kazakhstan en 2021. La Chine opprime les Ouïghours en toute impunité. Netanyahu bénéficie de l'aide politique et militaire des USA de Biden et de la France de Macron pour ses massacres coloniaux à Gaza et en Cisjordanie. Quand les dirigeants de l'impérialisme mondial parlent hypocritement de « cessez-le-feu » ou de « paix », c'est la paix des cimetières sous la botte de régimes autoritaires. Pas de justice, pas de paix !

Oui, le capitalisme, c'est la guerre. Et le durcissement depuis la crise de 2008, qui a aiguë la concurrence et ravivé les politiques protectionnistes, est lourd de dangers. Pour en finir avec les guerres, qu'elles soient des guerres de rivalités économiques ou de maintien de l'ordre, il faut en finir avec le capitalisme. Si tu veux la paix, prépare la révolution ! L'ennemi principal est dans notre propre pays : nous nous concentrons dans ce dossier sur le rôle de l'armée française, dont les exactions récentes en Nouvelle-Calédonie nous rappellent, s'il était nécessaire, le caractère impérialiste.

SELMA LABIB ET GAËL QUIRANTE



MANIFESTATION EN SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN. PARIS, JANVIER 2024 | HERMANN CLICK

CANONS À VENDRE

Le marché de l'armement est un des plus rentables. Premier client, l'État, avec l'argent des impôts. Représentants de commerce : Macron et ses ministres, en Arabie saoudite, dans les Émirats arabes unis ou l'Égypte de Sissi. Rafale à vendre !

Le quinquennat de Hollande battait déjà des records. Avec quelques déboires dont ce « contrat du siècle » pour la vente de sous-marins à l'Australie (56 milliards d'euros). Son annulation en 2021, au profit du concurrent britannique appuyé par les USA, avait soulevé l'ire de toute la classe politique française, jusqu'à Fabien Roussel et Jean-Luc Mélenchon. La loi de programmation militaire de Macron, adoptée l'an dernier, a fait grimper le budget à 413 milliards sur sept ans (2024 à 2030), soit 60 milliards par an (qui équivalent au budget annuel de l'Éducation pour 16 millions d'élèves et étudiants...), une manne pour le complexe militaro-industriel.

DES BARONS DE L'ACIER AUX GÉANTS DE L'AÉRONAUTIQUE

C'est sur l'industrie de guerre que se sont bâties les plus grandes fortunes capitalistes au XIX^e siècle. Avec les « barons de l'acier », les familles Schneider (forges du Creusot) et de Wendel (forges d'Hayange), fournisseurs des canons des guerres de 1870 et de 1914-1918. Le groupe Schneider a pu se lancer aussi dans l'électricité, dont est issu Schneider-électrique (130 000 salariés). Un de Wendel est devenu député, puis sénateur de Moselle, flirtant avec l'extrême droite, en même temps que régent de la Banque de France de 1913 à 1936. Ernest-Antoine Seillière, rejeton des de Wendel, est devenu « patron des patrons », président du Medef de 1997 à 2005.

Fondateur d'une dynastie plus récente, le constructeur d'avions de chasse Marcel Dassault a bâti sa fortune dans l'entre-deux-guerres mondiales, est devenu l'un des principaux marchands d'armes après la seconde, et s'est fait élire député de 1958 à 1986. Ses fils et petit-fils ont hérité de la fortune, de la

fonction et du rôle politique (tous députés ou sénateurs de droite).

DU BLINDÉ À L'ÉLECTRONIQUE

L'industrie d'armement en France occupe plus de 200 000 salariés, compte 2 000 entreprises, des sous-traitantes, des startups et une dizaine de très grands groupes : Dassault, Naval Group, Nexter (chars et artillerie), Arquus (véhicules blindés), MBDA (missiles en tous genres), et les entreprises à double vocation civile et militaire que sont Thales (électronique), Safran (moteurs d'avions, missiles), Airbus, CEA (de la bombe atomique aux centrales nucléaires, avec un gros secteur de recherche).

Chez le géant aéronautique européen Airbus, le secteur militaire (Airbus Defence and Space) occupe 34 000 salariés sur les 150 000 du groupe, et son chiffre d'affaires se monte à 12 milliards d'euros. Le PDG d'Airbus, Guillaume Faury, craint de voir les armées européennes s'équiper hors de l'UE.

DES LANCEURS DE SATELLITES AUX TÉLÉPHONES PORTABLES

En 2021, signant un contrat de recherche avec Naval Group, le président du CNRS, pa-

tron de la recherche scientifique publique française, vantait « une opportunité pour faire progresser nos connaissances dans des thématiques variées ». Depuis la création du CNRS, il y a 75 ans, tous ses laboratoires courent derrière des contrats avec l'armée qui leur accorde des crédits, en échange de quoi ils lui cèdent des cerveaux... payés par l'État. Au point que la recherche dans le secteur de l'armement est à l'origine de bien des innovations qui ont eu par la suite leur utilisation civile. À commencer par les radars, les semi-conducteurs, les satellites, internet lui-même (création de l'armée américaine), avec en sous-produit nos GPS et téléphones portables.

Alors la recherche militaire, source de progrès ? Non, une barbarie parasite de toutes les activités de la société. Imaginons au contraire les progrès faramineux, si la recherche scientifique disposait des mêmes budgets dans les multiples domaines apportant des progrès pour l'humanité !

L'impérialisme français a-t-il les moyens de ses ambitions ?

Début 2022, l'ancien président François Hollande était l'invité star pour une émission vidéo du journal Le Monde au titre sans équivoque : « La France est-elle encore une grande puissance ? » Il y résumait du point de vue de la bourgeoisie le problème actuel de l'impérialisme français : « Quand on est une démocratie aussi fatiguée, aussi usée, comment vous pouvez porter une ambition à l'échelle du monde ou de l'Europe ? » En résumé : le capitalisme français n'a pas su se maintenir économiquement, mais l'ambition de l'État et des classes dirigeantes reste de jouer un rôle de « grand » dans le jeu international.

L'instrument dans cette course mondiale reste l'armée française, la première armée européenne, tout au moins depuis que le Brexit en a fait la seule puissance nucléaire de l'Union européenne. Après même la fin des guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie, ces 60 dernières années, elle a multiplié les opérations militaires dans le monde : 70 entre 1960 et 1990 et plus de 190 entre 1990 et 2020, dont l'opération Serval, devenue ensuite Barkhane, avec plus de 5000 soldats déployés au Sahel. La France reste présente en Irak (opéra-

tion Chammal, 600 militaires), au Liban (opération Daman, dans le cadre de la Finul, 700 militaires) et en Europe de l'Est, principalement en Estonie et en Roumanie (un millier de soldats). La Cour des comptes estime que les dépenses supplémentaires dues aux opérations extérieures (Opex) ont représenté, entre 2020 et 2023, plus de 1,1 milliard d'euros chaque année. Hormis les États-Unis, une inflation unique au monde.

Ce déploiement de forces n'est pas sans revers importants dans sa zone d'influence : l'Afrique. Après

le Mali et le Burkina Faso, c'est le Niger que les troupes françaises ont dû quitter fin 2023. Les médias ont largement mis en avant le rôle de la Russie, avec la milice Wagner, devenue aujourd'hui Africa Corps ; mais c'est avant tout la contestation populaire de l'impérialisme français qui a ébranlé cette présence militaire. La France compte cependant encore cinq bases actives sur le continent africain : au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Tchad, au Gabon et surtout à Djibouti, et 6 700 soldats français en permanence sur le sol africain.

Avec la guerre d'Ukraine, l'Europe est redevenue terrain de déploiement militaire. Alors qu'au début Macron affichait un « juste-milieu » en affirmant vouloir garder le contact avec la Russie – ce qui ne l'empêchait pas, dans le même temps, de déployer des centaines de soldats en Europe de l'Est et de livrer du matériel militaire à Zelensky –, c'est depuis

quelques semaines une attitude provocatrice, affirmant en février et récidivant depuis, que l'envoi de troupes au sol en Ukraine n'était pas exclu. Ces déclarations n'ont trouvé aucun soutien européen et américain, mais attestent d'une volonté de s'affirmer comme leader impérialiste européen au moment où les États-Unis cherchent visiblement à réduire leur soutien à l'Ukraine.

Autre terrain où l'impérialisme français voudrait garder sa place : la zone indo-pacifique. La France y est en effet présente à travers la Polynésie, Wallis et Futuna, la Nouvelle-Calédonie, ainsi que l'île de la Réunion. Et le contrôle de ces territoires lui offre la mainmise sur une zone maritime de plus de 6 millions de km² (le deuxième domaine maritime mondial après les États-Unis) et le maintien d'une présence militaire stratégique dans le Pacifique et l'océan Indien : des forces armées dans la Zone-sud

de l'océan Indien (FAZSOI) et des forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC), soit plus de 3000 militaires et 12 navires déployés dans la zone.

Les événements de Nouvelle-Calédonie, l'obstination de l'État français à vouloir maintenir coûte que coûte des militaires en Afrique, les déclarations agressives de Macron sur l'Ukraine, tout montre que, même affaibli, l'impérialisme français conserve une puissance de nuisance énorme. Contre ce bras armé des capitalistes français, il est de notre devoir de travailleuses et travailleurs ici, dans l'intérêt de ceux du monde entier, d'appuyer tous les mouvements d'émancipation des peuples. **Troupes françaises hors de tous les continents !**

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 28/05/2024

SNU (SERVICE NATIONAL UNIVERSEL) REFUS DE LA JEUNESSE : AFFIRMATIF !

Déjà promesse de première campagne Macron en 2017, relancé en 2019 par Attal (secrétaire d'État à la Jeunesse), puis à nouveau par Attal (Premier ministre), le SNU pourrait être généralisé en 2026, dans le cadre du « réarmement civique » de Macron.

À ce jour, ce SNU s'adresse aux jeunes volontaires de 15 à 17 ans et est placé sous la double tutelle de l'Éducation nationale et des Armées. Trois parties : séjour de cohésion de deux semaines, mission d'intérêt général de 12 jours ou 84 heures, et période d'engagement facultative de trois mois minimum. Le but ? Promouvoir les « valeurs républicaines », la « cohésion nationale », « l'engagement ». En un mot : tenter de militariser la jeunesse. D'où l'uniforme, le salut au drapeau, le garde-à-vous, et un rythme militaire parfois effréné qui a conduit à des insolation ou déshydratations, et harcèlements divers, relevés par de nombreux médias. L'idée est de faire que la jeunesse « se tienne sage », voire se soumette à des humiliations. Côté carotte : les lycéens volontaires auraient quelques « bonifications » dans Parcoursup, ou seraient exemptés d'un stage en milieu professionnel en cas d'inscription au SNU...

Il s'agit de renforcer la légitimité de l'armée dans la population, alors que la probabilité de conflits armés d'ampleur augmente. Mais c'est pas gagné !

PAR XAVIER CHIARELLI • 26/05/2024



BANDEROLE DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES EN SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN
PARIS, FÉVRIER 2024 | HERMANN CLICK

CROSE EN L'AIR ET ROMPONS LES RANGS !

C'est prétendument parce qu'ils seraient « morts pour la France », que le monde politique, présidents en tête, honore aux Invalides ou ailleurs les dépouilles des soldats de métier, morts pour avoir fait les sales besognes qui leur étaient commandées. « Ils sont morts pour nous tous [...] pour la France, pour la protection des peuples du Sahel, [...] pour la liberté du monde » disait Macron en enterrant, en 2019, treize militaires qu'il avait envoyés guerroyer au Mali.

Ce mensonge de la « défense », c'est celui de tous les politiciens, dont Fabien Roussel du PCF, critiquant ainsi la loi de programmation militaire de Macron : « Si nous sommes attaqués, nous devons avoir les moyens de nous protéger », or « en faisant le choix du nucléaire et en faisant le choix d'un porte-avions, le ministre de la Défense prévoit de retarder la modernisation de nos hélicoptères, de nos tanks, prévoit qu'il y ait moins de frégates alors que nous en avons besoin pour les territoires d'Outre-mer. » Fabien Roussel pensait-il déjà à la Nouvelle-Calédonie ? Même Mélenchon reste sur ce terrain quand, à l'occasion d'une grande démonstration en Méditerranée de la flotte occidentale, il s'offusquait en avril dernier, non de l'opération elle-même mais du fait que le fleuron de la marine française, « le porte-avions Charles de Gaulle passe sous commandement de l'Otan. Tristesse. Vassalisation affichée. »

défendre l'exploitation coloniale face à des peuples entiers en révolte, tout particulièrement en Algérie, il a mobilisé un contingent de civils, il a connu quelques déboires du côté des insoumis, de ceux qui refusaient de partir contre plus opprimés qu'eux ou désertaient pour passer dans leur camp. Ils n'ont pas été nombreux à l'époque mais c'est vers ceux-là que penche le cœur du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Cette armée française, encore mobilisée pour opprimer des peuples de pays pauvres mais riches en pétrole, lithium ou uranium, peut aussi se retourner contre les grèves et révoltes de travailleurs et de jeunes ici, comme elle est mobilisée en Nouvelle-Calédonie. L'exacerbation de la lutte de classe, voire le choix de l'armée française de s'engager dans des opérations extérieures (Macron ne prône-t-il pas un nouveau service militaire ? N'a-t-il pas envisagé d'aller guerroyer directement en Ukraine ?), imposent de réfléchir aux buts et moyens de notre antimilitarisme. Nous sommes antimilitaristes, mais nous ne sommes pas pacifistes. L'histoire a connu et connaîtra à nouveau des moments révolutionnaires où les travailleurs et les pauvres prennent les armes, et grâce au rapport de forces en leur faveur, font basculer l'armée dans leur camp. Ça s'appelle la révolution.

SELMA LABIB ET GAËL QUIRANTE

AUTOMOBILE MA FRANCE AULNAY : LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE CONTRE LA FERMETURE

Jeudi 23 mai, au changement d'équipe, une centaine de salariés en lutte de l'entreprise sous-traitante automobile MA France sont venus distribuer un tract de remerciements aux salariés de l'usine de Stellantis Poissy.

Une collecte pour alimenter leur caisse de grève, commencée le 16 avril, avait été organisée par SUD Stellantis Poissy la semaine précédente : elle a récolté la somme record de 4 700 euros en quatre jours. Paniquée, la direction de Stellantis a essayé en vain de limiter les contacts entre les salariés : télétravail pour des centaines de salariés des bureaux de Poissy, des ouvriers de l'usine lâchés deux heures avant la fin de séance, et policiers déguisés en RoboCop avec des responsables des ressources humaines comme supplétifs.

Jeudi 16 mai, les MA France avaient organisé un rassemblement devant le ministère de l'Économie à Bercy (l'État est actionnaire à 6 % de Stellantis), des délégations de Stellantis Poissy, Hordain, Mulhouse, Douvrin et Renault Flins, Lardy, Sovab-Batilly, d'autres sous-traitants, des postiers, etc. et notre NPA étaient présents.

La lutte des MA France a fait voler les barrières artificielles dressées par le patronat entre salariés des constructeurs et sous-traitants, en montrant le visage de leur vrai patron Stellantis, qui a droit de vie ou de mort sur leurs emplois.

Pour les salariés de Stellantis, il était d'autant plus important de montrer leur solidarité qu'ils risquent de connaître d'ici trois ans peut-être la fermeture de leur usine, et pour

CORRESPONDANT



les salariés de MA France il reste nécessaire de ne pas rester isolés et de continuer à mettre la pression sur Stellantis. Avec 18,6 milliards de profits et un PDG payé 100 000 euros par jour, Stellantis a largement les moyens de satisfaire les revendications des grévistes : maintien des emplois, préretraite, reclassement et une prime de licenciement supra-légale acceptable !

CORRESPONDANT • 23/05/2024

TRANSPORT « À TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL, C'EST SIMPLE » : À LA RATP, LES JEUNES EMBAUCHÉS CONTINUENT LE COMBAT POUR L'ÉGALITÉ SALARIALE

Les 21 et 22 mai, des machinistes ont fait grève, pour réclamer les 300 euros pour ceux qui sont arrivés dans l'entreprise après le 1^{er} janvier 2023. Mercredi 22 mai, plus de 150 grévistes ont convergé devant le siège de la RATP. Comme dans leurs assemblées générales, les prises de parole de militants CGT et de jeunes embauchés se sont enchaînées dans une ambiance déterminée. Le problème maintenant est de militer pour la grève et de l'étendre aux autres.

Le mouvement a commencé il y a presque deux mois, et les jeunes embauchés ont marqué le coup par la grève cette semaine, comme ils l'avaient décidé en AG. Mardi ont eu lieu deux assemblées : une au sud de Paris à Vitry, et une au nord à Saint-Denis. Plusieurs équipes de grévistes se sont rejointes.

CORRESPONDANT



Dans quelques dépôts, les jeunes agents et leurs soutiens (car beaucoup « d'anciens » embauchés sont en grève aussi !) ont tenu des piquets de grève. Une manière de s'adresser aux collègues qui passent, et dont nombreux sont révoltés de l'inégalité salariale. Le piquet, les tracts et les tournées permettent de convaincre un par un ces collègues, de les aider à passer de la colère individuelle à l'action collective.

La RATP affiche sur internet et dans les salons des salaires d'entrée à 2 000 euros, mais la réalité est bien différente une fois que le contrat est signé. Au mensonge s'ajoute la division, car la boîte a instauré deux grilles de salaires. Aujourd'hui elle s'en prend aux jeunes embauchés, pour mieux tirer les salaires et les conditions de travail de tous vers le bas.

Avant Jean Castex, la patronne de la RATP avait augmenté son salaire jusqu'à 200 000 euros par an. Quand celui-ci est devenu PDG de la RATP, il n'a pas pris un salaire inférieur, mais il demande aux nouveaux embauchés de travailler pour moins que ceux d'avant ? Les patrons de la RATP agissent en rois de l'exploitation, ils s'engraissent sur le dos des travailleurs, alors que partout les salaires peinent à suivre l'augmentation des prix.

Après le rendez-vous du 28 mai à la manifestation nationale des cheminots, une prochaine grève est prévue le 18 juin, à l'occasion du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités. Comme le disait un des jeunes grévistes : « Je fais grève, je veux que la boîte sache que mon matricule à moi il n'est pas d'accord avec tout ça. »

CORRESPONDANTS • 25/05/2024

COMMERCE QUAND ROUGIER & PLÉ VEUT GOMMER LE DROIT DE GRÈVE

PARIS, MAI 2024 | CORRESPONDANT



Depuis le 13 avril dernier, une majorité de salariés du magasin Rougier & Plé de Filles du Calvaire (Paris 3^e) ont démarré une mobilisation inédite dans leur entreprise.

Leur boutique, la plus grande d'articles de beaux-arts de la capitale, qui s'étale sur quatre étages, est non seulement infestée par des rongeurs mais part en morceaux, le sous-effectif y est criant et la polyvalence, sans aucune contrepartie, la règle.

Après trois journées de grève réussies, la direction, obligée de commencer des travaux et d'embaucher sous la pression, a toutefois convoqué quatre grévistes à des entretiens préalables à licenciement pour finalement mettre à la porte, le 22 mai dernier, deux d'entre elles qui sont par ailleurs syndiquées, et ce à l'approche des élections professionnelles...

Alors que les grèves dans le commerce sont rares, plus encore quand elles sont longues et majoritaires, il est de notre responsabilité de contribuer à faire gagner les grévistes de Rougier (on peut aussi les soutenir financièrement : www.payoux-solidarite.com/fr/collecte/rougier-et-ple-en greve).



Pour inscrire leur lutte dans la durée, ils et elles appellent, avec leur syndicat SUD, à la constitution d'un comité de soutien :

www.facebook.com/share/mdUaxjudRmc5qKDd



Les rendez-vous :

- le 8 juin à 14 heures devant leur magasin pour une manifestation,
- le 10 juin toujours à la même heure aux prud'hommes de Paris pour leur audience en réintégration dans l'entreprise.

CORRESPONDANT • 26/05/2024

Répression anti-syndicale : soutien à Christian Porta et aux salariés de Neuhauser !

>> ARTICLE COMPLET SUR LE SITE DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES :

npa-revolutionnaires.org/repression-invivo



VILLE DE PARIS

RAS-LE-BOL ET GRÈVE DANS LES BIBLIOTHÈQUES PARISIENNES

200 bibliothécaires de la ville de Paris se sont rassemblés devant l'Hôtel de Ville, jeudi 23 mai, pour faire entendre leurs revendications. Pour tirer les salaires vers le bas, la mairie de Paris pratique un sport olympique : « le glissement de tâches ». Les agents de catégorie C font des tâches de catégorie B, les agents de catégorie B des tâches de catégorie A. Une aubaine pour sous-payer tout le monde et maintenir les sous-effectifs. De quoi susciter la colère.

>> LIRE L'ARTICLE COMPLET SUR NOTRE SITE :

npa-revolutionnaires.org/ras-le-bol-et-greve-dans-les-bibliotheques-parisiennes



En Europe et ailleurs, mêmes patrons, même combat

Des règles communes « pour une Europe de la prospérité » selon le baratin de Macron dans son discours de lancement de campagne à la Sorbonne le 26 avril dernier ? Prospérité pour les patrons peut-être. Quant aux règles communes, elles sont le fruit de longs marchandages entre eux pour leurs intérêts respectifs. À Bruxelles s'affairent pour cela 25 000 représentants des multinationales, des branches industrielles ou commerciales, ceux qu'on appelle les lobbyistes, une armée bien plus influente que les 705 députés.

Mais, pour les travailleurs, même seulement ceux de cette petite Europe qu'est l'Union européenne (UE), quelles règles communes ? Quels droits communs ? Il n'y a même pas de salaire minimum tout court dans 5 des 27 pays de l'UE, et, pour ceux qui en ont un, quelle disparité ! es patrons qui peuvent ainsi se payer la main-d'œuvre la moins chère dans les pays les plus pauvres de l'Union, comme ils le font en Turquie, au Maroc ou en Tunisie.

En Slovaquie, où PSA, devenu Stellantis, a installé à Trnava en 2006 une des ses usines européennes (4 500 salariés dont 360 sont aujourd'hui menacés de licenciement), le salaire minimum est de 40 % du Smic français. En Roumanie, où le groupe Renault emploie plus de 10 000 ouvriers dans son usine Dacia, le salaire minimum n'est même que le tiers du Smic français. Si l'on ajoute au salaire les cotisations sociales, la disparité est encore plus grande : le coût pour le patron de l'heure de travail en Roumanie est seulement de 23 % du coût en France, les salariés y sont tenus de cotiser à une assurance maladie complémentaire, et la retraite minimum est fixée à l'équivalent de 141 euros.

En Roumanie, en Slovaquie, en Pologne, en Hongrie, en Slovénie, où les grandes entreprises ouest européennes se sont implantées, les salaires ont tout de même augmenté au cours des vingt dernières années. Mais, pas grâce aux députés européens, ni aux commissions qui siègent à Bruxelles. Il a fallu la grève victorieuse des ouvriers de Dacia (groupe Renault) en 2008, pour obtenir une augmentation d'environ 100 euros sur des salaires qui étaient à peine de 150 euros. Les ouvriers roumains ont remis ça en 2013, malgré la menace de délocaliser la production au Maroc où la main-d'œuvre est encore moins chère et où Renault était en train de mettre en route son usine de Tanger. En Slovaquie, en 2017, ce sont les ouvriers de l'usine Volkswagen de Bratislava (12 000 salariés) qui s'étaient mis en grève obtenant 13,5 % d'augmentation.

L'idée de la grève s'était propagée à l'usine Kia (2 700 ouvriers) de Zilina, où la direction avait concédé une augmentation de 8,8 %. En 2018, c'est PSA qui devait lâcher 7,7 % d'augmentation dans son usine de Trnava.

Si la libre circulation des capitaux ne connaît pas de frontière (Frontex n'est là que pour bloquer les travailleurs migrants), la lutte de classe non plus. Au-delà de l'UE, en 2016, à Bursa en Turquie, la grève pour les salaires de l'usine allemande Bosch s'était étendue à l'usine que Renault a installée dans la même ville. Au Maroc, c'est en 2021 que les ouvriers de l'usine Stellantis de Kenitra, payés 240 euros par mois pour six jours de travail par semaine, s'étaient mis en grève, à peine 18 mois après l'ouverture de l'usine.

Quand on entend ici des leaders syndicaux pleurer contre les délocalisations qui boufferaient « notre boulot » on n'a qu'une envie : prendre l'exemple des salariés de Dacia en Roumanie qui n'en avaient eu que faire de la menace brandie par Renault de délocaliser dans un pays encore plus pauvre et ont fini par gagner. Quand on entend un Léon Deffontaines déclarer qu'il est « contre l'élargissement de l'UE à des pays dont le salaire minimum est inférieur à 200 euros comme la Moldavie », on se dit, drôle de communiste qui pense qu'il faudrait se protéger de la concurrence des ouvriers moldaves, comme Macron, Darmanin et Le Pen des ouvriers migrants.

Les capitaux n'ont pas de frontière. Nos luttes non plus. Ce n'est pas la combativité ouvrière qui fait défaut, mais la volonté des organisations syndicales de coordonner les luttes. Les grèves pour les augmentations de salaire ont touché non seulement la France, mais la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie... Nous avons le plus souvent les mêmes patrons : pourquoi ne pas tenter d'organiser la lutte tous ensemble et nous efforcer d'imposer les mêmes conditions de salaire et de travail partout, en partant des meilleures ?

Les patrons multiplient leurs usines à l'étranger toujours à la recherche de nouvelles couches d'ouvriers à exploiter. D'un côté, tant mieux, ils accroissent et renforcent la classe ouvrière. À nous d'imposer que cela ne se fasse pas à des conditions de salaire et de travail dégradées ! Et d'unir nos forces dans nos luttes. Et alors, comme écrivait déjà Marx au lendemain de la révolution de 1848, « l'Europe sautera de sa place et jubilera : bien creusé, vieille taupie ! »

PAR OLIVIER BELIN • 27/05/2024

SANTÉ

GRÈVE À BIOGROUP LORRAINE : LA LUTTE POUR LES SALAIRES CONTINUE

90 % des 800 salariés travaillant à Biogroup Lorraine ont décidé de se mettre en grève le 13 avril. Leurs revendications étaient : 300 euros pour tous, un treizième mois et des embauches.

Pendant quatre jours, 72 sites sont restés fermés. Les grévistes ont expliqué aux patients leur colère : eux, les invisibles qui avaient travaillé pendant la période Covid au mépris de leur santé et de celle de leur famille, n'ont pas hésité à s'organiser sur toute la Lorraine pour clamer haut et fort que l'argent amassé par Biogroup s'est fait grâce à leur travail, que les salaires de misère (cela fait cinq ans qu'ils n'ont eu aucune augmentation) n'étaient plus acceptables et qu'il n'y avait rien à attendre des négociations annuelles obligatoires (NAO).

Dans un milieu essentiellement féminin, les salaires à peine au-dessus du Smic ne permettent plus aux salariés de vivre convenablement de leur travail. Les propositions de leur patronne ne confirment que le mépris des possédants pour les travailleurs.

CORRESPONDANT



À l'heure où nous écrivons, la grève qui avait été suspendue, a repris. L'ensemble des travailleurs et travailleuses, aidés des délégués syndicaux CGT et FO, sont en train d'organiser la généralisation du mouvement sur tout le territoire. Car ils ont bien compris que c'était le seul moyen d'obtenir leur dû et des conditions de travail dignes.

CORRESPONDANTS • 27/05/2024

TRANSPORT

SNCF : UNE JOURNÉE DE GRÈVE RÉUSSIE EN ÎLE-DE-FRANCE

La mobilisation de quelques équipes syndicales à la base a amené les fédérations syndicales à appeler mardi 21 mai les cheminots et les cheminotes à la grève en Île-de-France avec en ligne de mire les Jeux olympiques (JO). Et ce fut une vraie réussite ! En particulier chez les conducteurs des RER et Transilien, pour qui les taux de grévistes étaient comparables à ceux des premiers jours de la grève contre la réforme des retraites en 2023. Devant les records de bénéfices de ces dernières années (1,3 milliard en 2023, 2,4 en 2024), hors de question de travailler pour le même prix que d'habitude pendant cette période.

Premier enseignement : la grève, ça marche ! Cette journée a vu le retour de la grève interservices, avec une participation des grévistes à différents rassemblements ou assemblées générales. Le lendemain la direction proposait un accord prévoyant l'augmentation de la « prime JO » de 50 à 95 euros par journée de service. Imaginons ce qu'on pourrait obtenir avec une grève interpro de plusieurs jours...

UNE PRIME POUR ACHETER LA PAIX SOCIALE

Pour autant, tout n'est pas gagné bien sûr. Tous les cheminots et cheminotes ne toucheront pas cette prime, des services entiers sont exclus du dispositif, la direction ne l'accorde qu'à celles et ceux qui participent direc-

tement à la production (environ un tiers de l'effectif) - une expression vague qui permet d'exclure bien des cheminots alors que tous les métiers sont impactés - et seulement là où il y a des épreuves. De plus il s'agit d'une prime, dont le but est de dissuader de faire grève pendant la période des JO, et pas d'une augmentation pérenne.

CONSTRUIRE UN VRAI RAPPORT DE FORCE POUR DE VRAIES AUGMENTATIONS

Les discussions sont animées dans l'entreprise et la proposition d'accord fait débat dans tous les services. Ce qui a été arraché l'a été grâce au rapport de force, mais le problème des salaires grignotés par l'inflation reste entier. Nous avons besoin de 400 euros net mensuels d'augmentation et pas de salaires en dessous de 2 000 euros net, et toute l'année, pas seulement pendant les JO.

CORRESPONDANT • 24/05/2024

Plus d'articles et de brèves des premières lignes à lire :



npa-revolutionnaires.org

La jeunesse pour un monde sans frontières ni patrons !

La liste conduite par Selma Labib et Gaël Quirante « Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution ! » est à l'image des luttes sociales des dernières années. On y retrouve des travailleurs qui ont lutté contre les vagues de licenciements, pour des hausses de salaire, contre les réformes des retraites de 2020... et de 2023 ! Salariés du public ou du privé, ils et elles bossent dans le secteur de l'automobile, de la chimie, des transports, de la santé, du social, de l'Éducation nationale, etc. Comme dans toutes les luttes auxquelles ils ont participé, ils apprécient le renfort de la jeunesse, bien présente sur la liste du NPA-Révolutionnaires !

ÉTUDIANTS, TRAVAILLEURS : MÊME MACRON, MÊME COMBAT !

En France comme dans le reste du monde, les jeunes ont été de tous les combats. Contre les réformes de tri social dans les lycées et les universités, contre le saccage de l'environnement par les capitalistes. On adresse d'ailleurs une dédicace spéciale et méritée aux actionnaires de Total dont la petite sauterie organisée pour le centenaire de leurs dividendes bien mérités a été perturbée par des agitateurs heureusement placés en garde-à-vue par la police de Darmanin qui veille au grain. Police à laquelle les jeunes des quartiers populaires sont quotidiennement confrontés et qui se sont mobilisés contre le racisme, les violences policières dans les manifestations pour Adama ou la révolte pour Nahel. Ils sont aussi nombreux à lutter pour le droit à disposer de son corps face au sexisme renforcé par l'extrême droite, et en ce moment pour la justice pour le peuple palestinien. Cette fraction de la jeunesse qui se politise dans la chaleur de ces combats a rejoint les piquets de grève de travailleurs

chaque fois que l'occasion s'est présentée, le dernier épisode en date étant la lutte contre la réforme des retraites l'an dernier. Cette jonction est porteuse de perspectives politiques pour l'avenir !

Rien d'étonnant donc que de nombreux jeunes soient présents sur la liste menée par Selma Labib, une ouvrière de 28 ans, conductrice de bus à la RATP.

LES JEUNES OUVRIERS, GRANDS ABSENTS DE LA POLITIQUE ?

Sur 81 candidates et candidats de notre liste, la moitié ont moins de 36 ans. Parmi elles et eux, Selma a rejoint le combat révolutionnaire du secteur jeune du NPA à 18 ans, à travers les luttes féministes et antiracistes, avant de devenir conductrice de bus.

Nos 15 candidats âgés de moins de 25 ans sont étudiants, à l'exception d'un cheminot et d'une salariée de la culture. Pourquoi si peu de jeunes travailleurs ? Parce que défendre ses idées, ce n'est pas sans conséquence quand on est jeune embauché !

Hors des urnes, l'expression est très limitée et encadrée. Les meetings politiques sont pratiquement interdits dans les universités, période électorale ou non. Sur les lieux de travail, gare à celui ou celle qui aurait l'outrecuidance de distribuer un tract politique. Seule la presse syndicale est autorisée, avec de nombreuses restrictions. Dans leur « démocratie » bourgeoise, la liberté d'expression s'arrête aux portes de l'entreprise !

LEUR DÉMOCRATIE ET LA NÔTRE

Les pressions patronales obéissent à l'arbitraire le plus total : sanctions, placardisation ou non-renouvellement de son contrat, surtout quand on est jeune et moins installé dans l'entreprise. Le droit de dire ce qu'on pense, il faut l'arracher : les assemblées générales, les grèves sont autant de bulles d'air où chacun et chacune peut enfin dire fièrement ce qui lui pèse sur le cœur

Les difficultés ne s'arrêtent pas là. Un travailleur candidat, même tête de liste, doit continuer d'aller au boulot ! Pour défendre leurs idées, les salariés candidats aux élections ne peuvent déposer que dix jours de congés à leurs frais, quand les politiciens peuvent mener leur campagne sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

UNE CAMPAGNE À LA FORCE DES BRAS, SANS GRANDS MÉDIAS

Cette inégalité de moyens se double de l'inégalité de traitement médiatique. Depuis des mois, les médias couvrent le « duel » Attal-Bardella mis en scène par Macron lui-

NOS PORTE-PAROLE JEUNES :



Raphaëlle Mizony



Victor Mendez

même. Les autres partis bénéficient de temps d'antenne en fonction de leurs scores passés, de leur nombre d'élus, ou simplement du bon vouloir des propriétaires de médias que sont Dassault, Bouygues, Arnault, Niel, Drahi ou Bolloré, des patrons de presse milliardaires pas spécialement versés vers nos idées communistes ! Deux sondages récents nous attribuent 2 % d'intentions de vote, dont 5 % à 7 % chez les moins de 34 ans. Quoi qu'on pense des sondages et de leur fabrication, où sont nos 2 % de temps d'antenne ?

Nous menons notre campagne avec nos propres moyens, à l'aide de celles et ceux qui souhaitent que notre participation et nos idées bousculent cette grand-messe électorale. Grâce aux milliers de donateurs à notre souscription, nous avons pu réunir près de 600 000 euros en quelques mois. Grâce à nos centaines de militants et sympathisants, nous organisons plus de 30 meetings partout en France dans une campagne de terrain pour nos idées communistes révolutionnaires.

Participez avec nous à la campagne du NPA-Révolutionnaires ! Votez et faites voter pour notre liste le 9 juin !

ÉLECTIONS EUROPÉENNE DU 9 JUIN 2024 : LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES EN CAMPAGNE !

Agenda de campagne de la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! »

JEUDI 30 MAI · STRASBOURG · 19H
Avec Selma Labib
Meeting, 17 place Saint-Étienne

JEUDI 30 MAI · ARGENTEUIL · 19H
Avec Armelle Pertus
Réunion publique, Espace N. Mandela, 82 boulevard Général Leclerc

JEUDI 30 MAI · VIRE · 18H30
Réunion publique, salle Polinière, Place Sainte-Anne

JEUDI 30 MAI · MALAKOFF · 19H30
Avec Gaël Quirante
Réunion publique, 26 rue Victor Hugo

JEUDI 30 MAI · MONTREUIL · 19H
Avec Damien Scali
Réunion publique, centre Résistance, 50 avenue de la Résistance

VENDREDI 31 MAI · METZ · 18H30
Avec Selma Labib et Gaël Quirante
Meeting, FJT Etap'Habitat, 2 rue Georges Ducrocq

LUNDI 3 JUIN · BORDEAUX
Avec Damien Scali et Armelle Pertus
Meeting, Athénée municipale, 10 place Saint-Christoly

MARDI 4 JUIN · LILLE · 19H
Avec Selma Labib, Gaël Quirante et Damien Scali
Meeting, salle Courmont, 3 rue de Courmont

MARDI 4 JUIN · NANCY
Réunion publique

MARDI 4 JUIN · SAINT-LÔ · 18H30
Réunion publique, Maison de la vie associative, rue des Charmilles

MERCREDI 5 JUIN · NANTES
Avec Damien Scali
Meeting, salle les Bains Douches, 20 rue Duplex

JEUDI 6 JUIN PARIS · 19H
Avec Selma Labib, Gaël Quirante, Damien Scali et Armelle Pertus
Meeting central de fin de campagne, Gymnase Japy, 2 rue Japy, 75011 Paris

VENDREDI 7 JUIN · MARSEILLE
Avec Selma Labib et Gaël Quirante
Meeting, salle l'Aiguade, 8 rue Bernard Dubois, 13001 Marseille

» Retrouvez tous nos rendez-vous sur notre site web :



npa-revolutionnaires.org/rubrique/agenda

2^{ÈMES} RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRE
RÉSERVEZ LES DATES : DU 24 AU 28 AOÛT

2^{ÈMES} RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES
24 AU 28 AOÛT
47230 BARBASTE

ATELIERS, FORUMS, MEETINGS...

URGENCE RÉVOLUTION !

RENSEIGNEMENTS :
NPA-REVOLUTIONNAIRES.ORG/RER2024

INSCRIPTION VIA HELLOASSO

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

QR CODE

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
SUR NOTRE SITE WEB

npa-revolutionnaires.org/rer2024



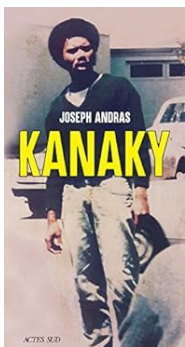
Il est fini le temps des colonies

QUELQUES OUVRAGES SUR LES COLONIES FRANÇAISES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

KANAKY • JOSEPH ANDRAS

Actes Sud, 2018, 304 p., 21 €

Joseph Andras se penche ici sur le massacre de la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie : en 1988, dans l'entre-deux tours de l'élection présidentielle, des indépendantistes kanak tentent d'occuper une gendarmerie. L'affaire déraile, des coups de feu sont échangés, quatre gendarmes sont tués. Les indépendantistes se réfugient alors dans une grotte avec plusieurs gendarmes en otage. L'État français répond en envoyant l'armée qui terrorise la population kanak sur place avant de prendre d'assaut la grotte. Bilan de ce massacre d'État : 21 morts dont 19 Kanak. À travers sa quête de la vérité sur « l'affaire d'Ouvéa », Joseph Andras esquisse aussi un véritable portrait de la Nouvelle-Calédonie d'aujourd'hui.



UNE VIE DE BOY • FERDINAND OYONO

Pocket, 2006 (première édition en 1956), 192 p., 5,50 €

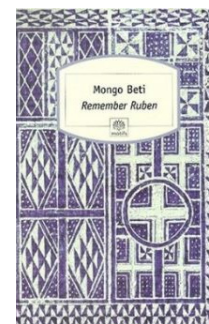
Un jeune Noir a été élevé par un prêtre blanc qui lui a appris à lire. Comme ce dernier, il tient un journal. Employé comme « boy » par l'administrateur colonial d'une petite ville camerounaise, il raconte le quotidien du colonialisme, la bêtise crasse de certains colons, leurs turpitudes.



REMEMBER RUBEN • MONGO BETI

Première parution en 1974, 443 p. Disponible en bibliothèque.

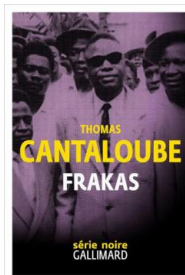
L'action se passe dans un pays africain - en réalité le Cameroun, alors sous tutelle française. Le titre fait référence à Ruben Um Nyobe, un des principaux dirigeants de l'UPC (Union des populations du Cameroun), syndicaliste, acteur de la révolte ouvrière de Douala, la capitale économique du pays, en 1955. Dénonçant le gouvernement fantoche mis en place par la France, il refusa les compromis boiteux proposés par Pierre Messmer, haut-commissaire au Cameroun de 1956 à 1958 où il a dirigé une répression féroce contre les militants indépendantistes. En 1958, Ruben Um Nyobe a été assassiné par l'armée française. Messmer a dit : « La France accordera l'indépendance à ceux qui la réclamaient le moins, après avoir éliminé politiquement et militairement ceux qui la



FRAKAS • THOMAS CANTALOUBE

Folio, 2023, 432 p., 9,40 €

Deux ans après l'assassinat de Ruben Um Nyobe, son successeur à la tête de l'UPC, Félix Moumié, est assassiné dans son hôtel de Genève par les services secrets français. L'auteur et ancien journaliste continue sa radioscopie de la mise en place de la Françafrique : massacres des populations, coups tordus, affaires lucratives pour des entreprises françaises sont au programme ! Un roman passionnant, documenté. Humour et cynisme au rendez-vous : l'un des person-



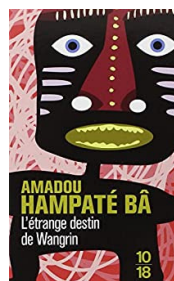
L'ÉTRANGE DESTIN DE WANGRIN

AMADOU HAMPATÉ BÂ

10/18, 1973, 381 p., 8 €

L'auteur, écrivain malien, était un défenseur de la tradition orale africaine. Un écrivain devenu mondialement connu... et très institutionnel. Il prétend dans ce livre raconter la vie d'un ami, dans l'Afrique occidentale française de la première moitié du XX^e siècle, Wangrin : c'est un aventurier, un filou, qui s'impose comme intermédiaire entre l'administration coloniale et les autorités villageoises traditionnelles, grugeant les uns comme les autres.

Les administrateurs français sont loin, à fortiori le ministère de la rue Oudinot. Via cet aventurier, le colonialisme n'en est pas moins présent, dans toute sa stupidité et toute sa brutalité.



LE GRAND MONDE • PIERRE LEMAITRE

Calmann Lévy, 2022, réédité en poche en 2023 - 768 p., 10,40 €

Le romancier (prix Goncourt en 2013 pour *Au revoir là-haut*, premier tome de sa trilogie sur l'entre-deux guerres, *Les enfants du désastre*), entame cette fois une tétralogie sur les dites « trente glorieuses », dont le premier volume commence en 1948, en pleine guerre d'Indochine. « Le Grand Monde » étant le nom d'un café et d'une salle de jeux de Saïgon. On suit ici les aventures et états d'âme des différents membres de la famille Pelletier, à Beyrouth, à Paris et à Saïgon en plein trafic de la piastre. L'un des fils Pelletier, Étienne, se fait muter à Saïgon pour rejoindre son compagnon, un militaire français engagé contre le Viêt Minh, dont il n'a plus de nouvelles. C'est là qu'il découvre la corruption au sein de l'Office indochinois des changes, et ce trafic monétaire très rémunérateur. Un roman brillantissime et très informé.

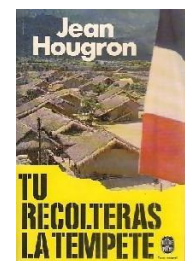


TU RÉCOLTERAS LA TEMPÊTE

JOSEPH HOUGRON

Le livre de poche, 1986 (première édition en 1950), disponible en bibliothèque.

Premier volet de *La nuit indochinoise*, vaste fresque décrivant l'Indochine « française », où est décrite la vie quotidienne des Vietnamiens de toute condition, de l'illettré au lettré, tous soumis à l'autorité des imbéciles envoyés par l'État français pour « administrer » des populations qui, bientôt, ne prendront plus leur mal en patience.



UNE SORTIE HONORABLE • ÉRIC VUILLARD

Actes Sud, 2022, 208 p., 18,50 €

Après le nazisme ou la Révolution française, Vuillard continue de s'attaquer à des événements historiques en mettant en scène soit la population, soit les puissants ou leurs représentants. Il est question ici de la guerre d'Indochine de 1950 à 1954, lors de la déroute française de Diên Biên Phu. Un pamphlet brillant et assassin, où l'on assiste au cirque parlementaire de la IV^e République, à l'incompétence prétentive des généraux sur le terrain, au contentement des profiteurs de guerre lors des conseils d'administration, sans oublier le cynisme des représentants américains prêts à prendre le relais. Verve, art du portrait, précisions implacables des situations. Une initiation historique très instructive, et formidable complément au roman de Pierre Lemaître, *Le Grand monde*, sur la même période¹.



LÀ OÙ LES CHIENS ABOIENT PAR LA QUEUE

ESTELLE-SARAH BULLE

Llana Levi, 2018, 288 p., 12 €

Ce premier roman d'une autrice d'origine guadeloupéenne brasse les thèmes de l'émigration, de l'identité, de l'exploitation, à travers la vie de trois frères et sœurs en Guadeloupe puis en France métropolitaine qui se racontent à leur fille et nièce. Des sujets rarement évoqués dans la littérature française puisqu'il est notamment question du soulèvement de 1967 et de sa répression.



FAITES UN DON POUR SOUTENIR NOTRE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

npa-revolutionnaires.org/souscription



APRÈS LE SUCCÈS DE 2023

EN 2024, LA SOUSCRIPTION CONTINUE !

» PAIEMENT EN CHÈQUE OU EN LIGNE : npa-revolutionnaires.org/souscription

» POUR PLUS D'INFORMATIONS : souscription@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS 24€

PAR VIREMENT OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

Envoyez un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org

PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"

ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

PAR CARTE BLEUE

Via : buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X52000

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 15 • 30 MAI 2024 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA » ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT 30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE TÉL. : 01 49 63 66 66



Pour un monde sans frontières ni patrons : weekend de formation du NPA Jeunes Révolutionnaires

Après huit mois de massacres, l'armée israélienne est maintenant rentrée dans Rafah, poursuivant le nettoyage ethnique de deux millions de Gazaouis. D'un côté, le soutien de Biden et de Macron à Netanyahu et à son entreprise de génocide est total, de l'autre, le sort des Palestiniens suscite, lui, la colère des populations partout dans le monde. Car l'espoir est bien du côté de ces travailleurs et jeunes qui, partout, s'en mêlent et se mobilisent - ce n'est pas pour rien que Macron a la trouille et envoie la police sur la jeunesse !

Les capitalistes et leurs gouvernements, de droite comme de gauche, veulent nous imposer leurs lots d'inégalités, de discriminations et même de guerre. Partout, notre classe s'op-

pose à ces politiques pro-patronales. Au NPA jeunes révolutionnaires, nous nous battons pour mettre fin à cette société capitaliste et en créer une nouvelle, portée par les travailleurs et la jeunesse : le communisme !

Alors armons-nous d'idées pour en finir avec ce monde d'oppression et de misère ! Comment les travailleurs et les jeunes en France et dans le reste du monde peuvent-ils le comprendre et y mettre fin ? Quelles leçons tirer du combat des militants révolutionnaires dans l'histoire, des explosions sociales d'hier et d'aujourd'hui ?

Venez participer au week-end de formation du NPA jeunes révolutionnaires les 15 et 16 juin en région parisienne !



TU PEUX T'INSCRIRE À L'ADRESSE SUIVANTE : bsj.npa@gmail.com

Programme

SAMEDI

9 h 30 • Accueil et inscription

10 h • **PLÉNIER**

Après les élections européennes, extrême droite, situation internationale, attaques patronales : quelles perspectives pour les révolutionnaires ?

Avec nos porte-paroles.

12 h 30 • Repas

14 h • **ATELIERS**

1. Violences policières et répression : à quoi sert un appareil d'État ?
2. Racisme et capitalisme : de la révolte des esclaves en Amérique jusqu'à aujourd'hui
3. Mobilisations internationales, révolu-

tion et contre-révolution au Vietnam

4. Face aux réactionnaires, notre fierté c'est de lutter ! Combattre l'offensive anti-trans dans le monde

5. Histoire de la lutte du peuple palestinien pour son auto-détermination

6. Nationalisme, exploitation et lutte des classes : le sport dans la société capitaliste

16 h • Pause

16 h 30 • **ATELIERS**

1. Introduction à l'économie marxiste. Pourquoi ce système nous mène-t-il indéniablement vers de nouvelles grandes crises économiques et politiques ?
2. Introduction au matérialisme historique : comment analyser le passé, qu'est-ce qu'une classe sociale ?
3. La révolution trahie : l'avènement

du stalinisme en Union soviétique

4. Nous ne serons pas de la chair à canon ! Augmentation des tensions impérialistes et militarisation de la société : avançons-nous vers une guerre mondiale ?

5. Rivalités impérialistes en Afrique : entre pillage des ressources et guerre civile (l'exemple de la RDC)

6. Comment mettre fin « au temps des colonies » ? Retour sur la lutte du peuple kanak contre l'État colonial français

DIMANCHE

9 h 30 • Accueil et café

10 h • **ATELIERS**

1. L'urgence de la crise écologique. Comment éviter la catastrophe ?
2. Pourquoi militer dans les syndicats

d'entreprise en tant que révolutionnaires ?

3. Juin 1924, il y a cent ans, le début de la dictature fasciste en Italie

4. « Soyez réalistes, demandez l'impossible ! » Révolte de la jeunesse et grève générale en mai 68

5. La gauche au pouvoir : soulèvements, contestations et trahisons, l'exemple du Chili contemporain

6. Les printemps arabes : révolution et contre-révolution en Égypte

12 h • Repas

13 h • **PLÉNIER**

L'actualité de la révolution et la nécessité de construire une organisation communiste internationaliste révolutionnaire

Les jeunes révolutionnaires aussi sont aussi en campagne pour les Européennes : rejoignez-nous !

D'après le sondage Ifop du 16 mai 2024, seuls 30 % des jeunes entre 18-25 ans déclarent avoir l'intention d'aller voter aux prochaines élections européennes. Et pour cause, ces élections ne passionnent pas et paraissent complètement déconnectées de nos vies quotidiennes. Pourtant, nous aurions intérêt à défendre nos préoccupations à l'occasion de cette échéance électorale, loin du « duel » Atal-Bardella ou des luttes intestines de la gauche institutionnelle.

QUI, LES JEUNES S'INTÉRESSENT À LA POLITIQUE, MAIS PAS À LEUR CIRQUE ÉLECTORAL

Contrairement aux médias ou politiciens toujours prompts à critiquer « l'abstention » chez les jeunes qui « pleurnichent » comme disait Mélenchon pour justifier son échec aux dernières législatives, la jeunesse étudiante et ouvrière a largement profité des dernières années pour taper du poing sur la table.

Depuis des semaines, elle occupe les universités, organise des manifestations en soutien au peuple palestinien, malgré les calomnies et la répression gouvernementale, qui trouvent des relais jusqu'à Glucksmann, candidat du PS-Place publique. Quand on reconnaît, en pleine intervention policière, à la direction de Sciences Po « le droit de décider

d'évacuer », il ne faut pas s'étonner que les jeunes préfèrent tourner leur regard ailleurs.

La rhétorique d'extrême droite, reprise en chœur par le gouvernement, trouve en effet son relai à gauche : tous les candidats et candidates rivalisent de ridicule pour savoir qui sera le plus nationaliste sur les frontières et le refus d'accueillir les migrants. En témoignent les doléances du PS et du PCF qui assurent ne pas être « no-borders », pour qui ne se rappellerait pas de leurs états de service gouvernementaux.

Pour combattre l'influence de l'extrême droite, on fait bien de compter sur nos propres forces, à la manière des dizaines de milliers de jeunes qui ont manifesté successivement contre les attaques anti-migrants en janvier dernier, puis contre l'offensive anti-trans initiée par l'extrême droite et reprise jusqu'à une partie de la macronie.

QUI RÊVE ENCORE DE LEURS SOLUTIONS INSTITUTIONNELLES ?

Quant à la France insoumise, elle continue de remplir les salles chez la jeunesse scolarisée, principalement grâce à son discours franchement pro-palestinien et la revendication « d'envoyer Rima Hassan », une Palestinienne, au Parlement européen. Mais le rêve institutionnel s'arrête là. Lundi 27 mai, alors que des milliers de personnes étaient réunies à Paris place Saint-Augustin, plusieurs pancartes « Qui croit encore au droit international ? » étaient brandies par des manifestants. Alors que la Cour pénale internationale dépose un mandat d'arrêt contre Netanyahu, que l'ONU multiplie les résolutions (adoptées ou non) pour un cessez-le-feu à Gaza, de plus en plus de jeunes observent l'impuissance du droit international pour mettre fin au génocide à Gaza.

Les luttes contre la montée du militarisme, de la barbarie impérialiste et du dérèglement climatique sont trop importantes

pour rester confinées aux urnes, surtout quand on voit les solutions proposées. Pour EELV, il faudrait par exemple que l'Europe rachète Total pour 100 milliards d'euros. De quoi renflouer le porte-monnaie des capitalistes et leur permettre de nuire ailleurs !

SOYONS LA GÉNÉRATION RÉVOLUTION !

La campagne des Européennes nous offre la possibilité de mettre en avant nos propres solutions devant des millions de travailleurs, travailleuses et jeunes. Le programme que nous portons dans les luttes au quotidien doit apparaître clairement dans ces élections, c'est le meilleur moyen de préparer la suite. Alors défendez avec nous la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution ! »

PAR LOÏE FLORÈS ET STEFANO INO • 28/05/2024

SUIVEZ-NOUS ET PRENEZ CONTACT !

WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | INSTAGRAM : @npajeunes.revolutionnaires

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES